

Chers collègues,

Le combat que nous menons depuis décembre contre la réforme projetée de la formation des maîtres est d'abord une lutte pour obtenir une formation professionnelle de qualité pour tous les professeurs de l'école de demain.

Avec le projet de réforme, ce qui disparaît en effet c'est :

1. La possibilité d'une entrée progressive dans le métier : les lauréats des concours seront en service complet ; à eux – aux meilleurs ! - de survivre ; aux collégiens et lycéens de subir cette expérimentation darwinienne.
2. La possibilité d'un accompagnement méthodique, réfléchi, pluriel : un formateur responsable, deux conseillers pédagogiques pour l'année et des enseignants pour des cours théoriques.
3. La possibilité d'une réflexion sur l'unité du métier, c'est-à-dire sur le sens et la finalité de l'école.

La question posée par le projet de réforme Darcos-Pécresse n'est donc pas celle de la défense de l'institution IUFM, ni bien sûr celle du devenir des postes des collègues formateurs, mais celle de savoir si, demain, on formera encore des professeurs pour une école républicaine et laïque.

Par ailleurs la masterisation, attrait ou appât de la réforme, n'est dans le projet qu'une enveloppe vide. Qui ne souhaite une reconnaissance officielle de l'élévation du niveau d'étude, déjà le lot commun de l'immense majorité des collègues du second degré ? Mais les conditions dans lesquelles les maquettes universitaires ont été élaborées contredisent de toute façon la réalité de cet objectif : la concurrence entre UFR, universités et IUFM en fait l'expression de conflits d'intérêts plutôt qu'une pensée du métier de professeur. De même la concurrence entre master et concours laisse présager la légitimation d'un recrutement local et précaire. A l'inverse, il est très possible, à condition de l'améliorer, de faire de l'année actuelle de stage une année de véritable master professionnel.

Parce que nous pensons que nos collègues enseignant en collège et lycée seront au même titre que nous victimes de ces réformes, nous les appelons à une solidarité active avec notre combat pour maintenir un métier de professeur que les ministres actuels voudraient dégrader en simple emploi.

Ne nous laissons pas piéger par de fausses alternatives : « IUFM ou pas, master ou pas ». Ces problématiques, issues de la propagande ministérielle, sont faites pour nous diviser.

Soutenez, rejoignez notre combat.

Le collectif IUFM Grenoble.